

Paris, le 13 juin 2013

La faiblesse du débat sur la politique étrangère en France.

Par Michel Roche, consultant indépendant, associé au Groupe d'analyse de JFC Conseil

Si l'on compare la situation du débat de politique étrangère en France avec ce qui se passe chez nos principaux partenaires on est frappé de voir qu'il existe un incontestable décalage. Aux Etats-Unis, en Allemagne, en Grande-Bretagne les discussions qui permettent d'affronter des sujets difficiles constituent la norme; en comparaison, notre pays semble être bien souvent celui du « *mainstream* » pour ces mêmes questions. « *The Los Angeles Times* », « *The Guardian* », la presse allemande que nous croyons conventionnelle, n'hésitent pas à ouvrir des débats que l'on ne voit pas chez nous. La question de l'opportunité de livrer des armes à l'opposition syrienne a certes été débattue en France, mais ce n'est probablement pas chez nous que l'on verrait la photo publiée par « *Die Zeit* » d'un combattant syrien de l'opposition arborant fièrement un « *manpad* », ces missiles portables qui donnent des sueurs froides à tous les responsables depuis que les Américains en ont armé les Talibans.

La façon dont le dossier iranien est abordé chez nous est révélatrice d'un état d'esprit qui tient pour acquis une analyse fondée sur des paramètres largement admis comme incontestables. Serait-il incongru de se demander pourquoi notre pays est, avec la Grande Bretagne, celui qui est le plus réceptif aux demandes de sanctions de Washington ; et si ceci correspond toujours à notre intérêt national ? Certes le régime iranien est exécrable et sa possession de l'arme atomique doit être évitée, mais sommes-nous menacés ? Le serions-nous plus par l'Iran que par le Pakistan ou la Corée du Nord ? L'enrichissement auquel nous tentons de nous opposer entraîne-t-il *ipso facto* la détention de l'arme comme on pourrait le penser en lisant la presse ? Tous les experts savent que la réponse est non et qu'un pays doit effectuer des tests pour devenir une puissance nucléaire. Pourtant notre logiciel semble se satisfaire de la position naguère avancée par M. Kouchner lorsqu'il était Ministre des affaires étrangères et selon laquelle il faudrait se préparer à faire la guerre à l'Iran. Parce que nous condamnons l'aide apportée par Téhéran au Hezbollah, nous refusons l'idée que l'Iran puisse être invité à la conférence de Genève, sans nous demander si nous avons les moyens de cette opposition et le prix que nous pourrions avoir à payer à l'avenir.

Dans le même temps, Israël qui se sent légitimement le pays le plus concernée par la menace iranienne a vu se développer une importante campagne d'opinion sur le thème : « *Iranians we love you* », sans que ceci paraisse anormal. Aux Etats-Unis, un groupe de responsables de très haut niveau a élaboré il y a quelques mois une étude sur la perspective d'une évolution fondamentale de la relation avec Téhéran, examinant les conditions et les conséquences qu'entraînerait une telle évolution. Ce document a été communiqué au Congrès ; il n'a rien de révolutionnaire, sauf qu'il montre qu'il n'y a pas de tabou à s'interroger sur un monde dans lequel l'Iran aurait repris sa place.

Notre politique étrangère repose sur un consensus très large dans l'opinion pour qui la priorité semble d'abord reposer sur l'affichage « Droits de l'Homme » de nos actions. Pourtant le droit d'ingérence humanitaire que nous nous félicitons d'avoir imposé aux Nations-Unies est incapable de répondre à toutes les situations ; on en voit bien les limites en Syrie. Et, au risque de heurter certaines sensibilités, on peut très facilement soutenir que c'est au nom de son intérêt et

non des seuls Droits de l'Homme que la France est intervenue au Mali, pour la simple raison que la sécurité, la stabilité et le développement de cette région du monde sont directement dans notre intérêt. Ce n'est pas déshonorant de poser la question en ces termes d'autant que cela nous engage probablement de manière plus concrète que des déclarations de principe.

D'où vient cette particularité française ? On serait tenté d'y voir deux sources, tout en étant bien conscient de ne pas épuiser les possibilités d'explication. La première tient probablement au système instauré par la Vème République où, dès l'origine, la politique étrangère a été considérée comme relevant du domaine réservé du chef de l'Etat. Le système constitue un garant d'efficacité diront certains, ce qui est exact ; encore faut-il en reconnaître la conséquence : la politique étrangère n'est pas discutée au Parlement, comme elle peut l'être chez nos partenaires. Nous vivons dans une continuité admise et reconnue ; lors d'un changement de gouvernement les grandes options de politique étrangère, qui sont présumées dépasser les approches partisans, sont ainsi maintenues sans débat.

A cette raison d'ordre institutionnel s'en ajoute une autre, qui est d'ordre historique : l'effondrement de l'URSS n'a pas été suivi d'une réflexion critique permettant d'élaborer une politique sur des sujets essentiels, tels que la relation avec la Russie, le rôle de l'Alliance Atlantique, le positionnement par rapport à Washington. Sur un dossier comme celui de la relation avec l'Allemagne, le bilan de l'inertie intellectuelle est patent avec l'ignorance de l'opinion et d'un nombre important de responsables politiques des réalités allemandes. Si maintenant on regarde du côté du Proche et du Moyen-Orient que constate-t-on ? La disparition d'une politique arabe abusivement présumée anti-israélienne ; la normalisation avec les régimes dictatoriaux et les grands contrats ; une approche du problème palestinien essentiellement déclaratoire et fondé sur l'assistanat.

On peut objecter à ces raisonnements qu'il existe chez nous un nombre non négligeable d'organismes de recherche où des experts débattent de ces questions. La presse accueille aussi de nombreux débats et des positions critiques. C'est exact, mais les débats d'experts portent par nature sur la recherche de la réalité et donc sur des faits établis, or l'échelon manquant et qui contribue à ouvrir des perspectives est d'une autre nature. Il s'agit d'un débat d'idées de nature politique : ainsi s'interroger sur la nature des relations que la France pourrait avoir avec l'Iran est une démarche qui relève de la politique. Notre pays qui, contrairement à l'Allemagne, à la Grande Bretagne et aux États-Unis, n'a pas de grands Instituts « partisans » se trouve mal outillé lorsqu'il s'agit d'engager une réflexion critique tournée vers l'avenir.

Par Michel Roche,
Consultant indépendant,
Associé au Groupe d'analyse de JFC Conseil

[Réagissez](#)